

Toulouse, le 26 décembre 2018

La CGT Finances Publiques 31
à
Monsieur le Préfet de Haute Garonne

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de l'adresse qu'il a faite aux français lundi 10 décembre 2018, le Président de la République a notamment tenu les propos suivants au sujet des services publics :

*« Ce sont quarante années de malaise qui resurgissent : malaise des travailleurs qui ne s'y retrouvent plus ; malaise des territoires, villages comme quartiers où on voit les services publics se réduire et le cadre de vie disparaître ; malaise démocratique où se développe le sentiment de ne pas être entendu ; malaise face aux changements de notre société, à une laïcité bousculée et devant des modes de vie qui créent des barrières, de la distance (...) Je veux que soit posée la question de l'organisation de l'État, de la manière dont il est gouverné et administré depuis Paris, sans doute trop centralisé depuis des décennies. **Et la question du service public dans tous nos territoires.** »*

La CGT Finances publiques 31 a, durant toute l'année 2018, mené une campagne de mobilisation contre la réduction de ce service public dans le département, en alertant la population et les élus des territoires concernés. Ceux-ci, par l'intermédiaire de pétitions, délibérations, vœux, expressions médiatiques ... se sont très clairement exprimés contre la disparition du service public fiscal, notamment à Caraman, Saint-Gaudens, Nailloux et Baziège. Cette mobilisation a conduit le Ministre de l'action et des comptes publics à maintenir la trésorerie de Baziège et a ne pas faire disparaître le Service public foncier à Saint-Gaudens (même si ce service ne devient qu'une « annexe » du service de Muret, ce qui fait craindre sa disparition à moyen terme).

Le gouvernement vient d'annoncer un débat national associant les élus locaux, l'État et la population au 1^{er} trimestre 2019. Nous renouvelons notre demande, maintes fois exprimée, de moratoire sur les fermetures de services de proximité des finances publiques. Les trésoreries de Nailloux, Balma et de l'hôpital Marchant doivent fermer au 31 décembre 2018. Aucune raison objective n'a conduit à la fermeture de ces services, sinon la volonté comptable de réduire à tout prix la dépense publique, sans prendre en compte les besoins des usagers (collectivités locales, établissements publics et populations).

Nous vous demandons donc de bien vouloir surseoir à ces fermetures, a minima durant le débat qui doit s'instaurer. Dans le cas contraire, les annonces du Président de la République ne constitueraient qu'un nouvel écran de fumée, destiné à calmer momentanément la colère de la population, au lieu d'une réelle volonté d'ouvrir de vraies négociations, avec tous les acteurs des territoires sur l'implantation des services publics.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de nos respectueuses salutations.

Signé : **Estelle MOLLO-GENE et Jean-Marc SERVEL**
Secrétaires de la CGT Finances publiques 31